

Unité bidépartementale de la Charente
et de la Vienne

Poitiers, le 20 février 2026

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 9 décembre 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Rocamat

84 rue Charles Michels
Hall A
93200 Saint-Denis

Code AIOT : 0007202155

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 9 décembre 2025 dans l'établissement Rocamat implanté lieux-dits « Le Bois de la Roche », « Chez Decoux », « Le Grand Plantier », « Les Tailles » et « Brandes de chez Decoux » 16440 Sireuil. L'inspection a été annoncée le 07/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Rocamat
- Lieux-dits « Le Bois de la Roche », « Chez Decoux », « Le Grand Plantier », « Les Tailles » et « Brandes de chez Decoux » 16440 Sireuil
- Code AIOT : 0007202155
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Rocamat exploite sur la commune de Sireuil une carrière souterraine de calcaire. L'autorisation d'exploitation a fait l'objet d'un renouvellement par arrêté préfectoral du 7 mai 2003.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 3 mai 2023 a autorisé ponctuellement l'extraction au droit de la bande des 10 m sur une surface de 880 m² sur une parcelle appartenant à l'exploitant, à l'est de la parcelle ZD n° 242. La demande de modification était motivée par le fait de pouvoir répondre à une forte demande du marché (dont celui de Bordeaux), dans l'attente d'une nouvelle demande d'extension ne pouvant être à ce jour instruite en raison d'une incompatibilité du PLU. L'extension de la carrière, sur une surface d'environ 1,5 ha, a, par la suite été autorisée par arrêté préfectoral complémentaire du 8 janvier 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Gerep	arrêté ministériel du 31 janvier 2008, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
4	Identification	arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
6	Plan des installations	Arrêté préfectoral du 7 mai 2003, article 2.8	Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Garanties financières	Code de l'environnement, article R516-1
3	Portée de l'autorisation	Arrêté préfectoral du 7 mai 2003, article 1.1
5	Profondeur de l'exploitation	Arrêté préfectoral du 7 mai 2003, article 1.2
7	PGD	arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 16bis
8	Extincteurs – Vérification	arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 20

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra veiller à :

- détailler l'origine des volumes d'eau prélevés déclarés sur Gerep ;
- afficher sur le panneau situé à l'entrée de la carrière l'adresse de la mairie dans laquelle le plan de remise en état peut être consulté ;
- faire figurer sur le plan des installations les cotes minimales ainsi que les zones remises en état.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R516-1
Thème : Risques chroniques, Garanties financières
Prescription contrôlée : « Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont : [...] 2° Les carrières ; [...] »
Constats : L'acte de cautionnement du 19 avril 2023 expire le 7 mai 2028.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gerep

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 31 janvier 2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Autorisation
Prescription contrôlée : « [...] L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III. »
Constats : La déclaration Gerep pour l'année 2024 a été réalisée le 31 mars 2025. Cette déclaration fait mention d'un prélèvement dans les eaux souterraines de 58 400 m ³ en 2024. Le jour de l'inspection, l'exploitant déclare que la carrière se retrouvant parfois inondée, un pompage est en place afin de réorienter ces eaux vers des anciennes galeries faisant office de bassins d'infiltration. Lorsque ces bassins sont pleins, un rejet est mis en place dans un fossé à l'extérieur de la carrière.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra détailler l'origine du volume déclaré sur Gerep en dissociant : <ul style="list-style-type: none">• les eaux prélevées et consommées dans le cadre de l'activité ;• les eaux pompées et rejetées dans d'anciennes galeries pour infiltration ;• les eaux pompées et rejetées dans le fossé à l'extérieur de la carrière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Portée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 7 mai 2003, article 1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autorisation
Prescription contrôlée : Le tonnage maximal annuel de matériaux à extraire est de 21 500 t.
Constats : La production pour l'année 2024 est inférieure à la limite imposée par l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 4 : Identification

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Affichage
Prescription contrôlée : <i>« L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie ou le plan de remise en état du site peut être consulté. »</i>
Constats : Des panneaux sont présents aux entrées de la carrière et mentionnent l'identité de l'exploitant, la référence de l'autorisation et l'objet des travaux. Toutefois, il est relevé que ceux-ci n'indiquent pas l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. Il est donc demandé à l'exploitant d'y remédier. Il est relevé que l'accès au site, notamment pour les services de secours, est facilité par la présence de panneaux d'indication sur les axes principaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Profondeur de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 7 mai 2003, article 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Registres et plans
Prescription contrôlée : <i>« [...] L'épaisseur d'extraction maximale est de 7,5 m. La cote minimale NGF en fond de carrière est de 50 mètres. »</i>
Constats : Le relevé topographique affiché en salle lors de l'inspection était daté du 10 octobre 2024. L'exploitant indique que ce plan a été mis à jour en octobre 2025 et a transmis à l'inspection une version pdf de celui-ci. Ce dernier indique toutefois les hauteurs sous plafond (toutes inférieures à 7 m), et non les cotes minimales relevées. L'exploitant indique que les cotes minimales sont accessibles via le plan au format DWG Les valeurs reportées sur le plan de la carrière de 2024 font apparaître le respect de la cote minimale.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra une version DWG du plan de la carrière mis à jour en 2025 avec les cotes minimales.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan des installations

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 7 mai 2003, article 2.8
Thème(s) : Risques chroniques, Registres et plans

Prescription contrôlée : <i>« Un plan d'échelle adaptée à la superficie de la carrière est établi. Sur ce plan sont reportés :</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</i> <i>les bords de la fouille ;</i> <i>les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</i> <i>les zones remises en état ;</i> <i>la position des ouvrages visés à l'article 2.7.2 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu des réglementations spéciales.</i> <i>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. »</i>
Constats : Les plans présentés à l'inspection mentionnés ci-avant comportent l'ensemble des informations listées ci-dessus, excepté l'emplacement des galeries remblayées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant complètera le plan des installations afin d'y faire figurer les zones remises en état par remblayage des galeries.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 7 : PGDI

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 16bis
Thème(s) : Risques chroniques, Registres et plans
Prescription contrôlée : <i>« L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</i> <i>la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</i> <i>en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</i> <i>la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</i> <i>le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;</i> <i>les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</i> <i>en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</i> <i>une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;</i> <i>les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.</i> <i>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et, dans le cas d'une modification</i>

<i>apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet. »</i>
Constats : L'actualisation du plan de gestion des déchets d'extraction a été réalisée en mars 2025. Ce plan de gestion comporte l'ensemble des éléments susmentionnés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Extincteurs – Vérification

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
Prescription contrôlée : <i>« Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. »</i>
Constats : L'ensemble des extincteurs présents sur le site ont fait l'objet d'une vérification en août 2025. Les interventions nécessaires ont été réalisées directement par le prestataire, avec notamment le remplacement de certains équipements.
Type de suites proposées : Sans suite